

NOTRE QUESTION RURALE

Il y a quelques années, on n'aurait certes pas osé aborder un sujet comme celui-ci dans une revue universitaire ; on aurait cru tomber de trop haut. Mais les circonstances changent bien des choses et surtout bien des idées. Ainsi je me suis fait reprocher, il y a sept ans, de vouloir ramener le cultivateur aux temps préhistoriques des "bottes de bœuf", quand je voulais ressusciter la petite industrie et "familialiser" l'agriculture en voie de devenir industrielle et commerciale. On était à l'époque, — on y est encore, hélas ! — où c'était bien plus beau de porter ces lourds boulets de caoutchouc au bout des jambes, ces boulets de caoutchouc qui tiennent les pieds humides ou glacés tout le long du jour, et qu'on appelle vulgairement des "rubbers", souliers suprêmement laids, malsains, dispendieux, mais sortis des manufactures. Pour généraliser leur emploi, il fallait bien ridiculiser l'autre soulier, souple, hygiénique, facile à faire et facile à réparer, il fallait bien faire disparaître la "botte sauvage" et l'autre, que les vieux appelaient "botte malouine"; et l'on inventa le terme méprisant de "soulier de bœuf", de "botte de bœuf".

Aujourd'hui c'est différent ; les difficultés économiques, le mirobolant fiasco de l'industrie développée avec intempérance dans notre province, tout cela porte à penser que les vieilles méthodes en économie familiale ont encore du bon. Au fait, nous assisterions aujourd'hui à beaucoup moins de faillites, si l'on n'avait pas fait litière de cette manière antique de considérer l'économie rurale et l'autre aussi... peut-être.

Je rappelle sans rancœur cet éblouissement passager que la prospérité folle des années dernières produisit dans des cerveaux pourtant bien équilibrés. Tout le monde croyait au miracle de l'industrie. Un grave personnage me reprochait de "retarder", en prêchant la colonisation et la fidélité au sol. "Vous n'y êtes pas, monsieur l'abbé ; la province de

Québec doit être industrielle ; elle ne se prête pas bien à l'agriculture."

Ces idées amenèrent un développement industriel démesuré. On ne craignit même pas de violer la propriété privée pour établir des industries et des usines hydro-électriques. L'agriculture tomba en disgrâce. Les fils de cultivateurs renièrent le bien paternel et les traditions familiales. On singea l'Américain, et nos mœurs elles-mêmes en reçurent un violent contre-coup ; si bien qu'à l'heure présente à peine le quart de notre population québécoise vit d'agriculture. Les usines se sont fermées faute de pouvoir écouler des produits trop abondants. On n'envisageait avant tout que les marchés extérieurs, alors qu'il faut prendre comme base économique le marché national, et voici qu'on s'aperçoit que le marché extérieur lui-même est encombré, chaque pays s'efforçant d'assurer son indépendance économique et de garder sa richesse chez soi.

Alors on se replie sur soi-même ; et comme il faut d'abord manger pour vivre ; comme, d'autre part, c'est la terre qui donne à manger aux hommes, aux plantes et aux animaux, on se dit, avec raison : " Il faut retourner à la terre ! "

L'étonnant de la chose, c'est que ce cri est parti du peuple lui-même. On aurait pu s'attendre à ce que la direction vînt des chefs. N'importe, un grand vent souffle présentement en faveur de l'agriculture et de la colonisation. On voit, d'une part, des milliers de familles déracinées et désireuses de retourner à la terre, ainsi que des milliers de jeunes gens qui ne savent plus où regarder pour " s'établir " et fonder un foyer ; d'autre part, des cultivateurs qu'une économie rurale mal inspirée a jetés sur la pente de l'abîme, sinon dans l'abîme même.

Les uns et les autres méritent qu'on s'intéresse à leur sort ; il importe donc d'envisager ce problème dans toute son étendue ; c'est-à-dire qu'il faut faciliter l'établissement des familles et des jeunes gens désireux de retourner à la terre ou de continuer la vocation paternelle, et travailler à restaurer la stabilité chez le cultivateur désemparé par la crise.

Est-il nécessaire de donner les raisons qui poussent à cette double action ?

D'abord, notre ordre social est menacé.

On a prouvé suffisamment la vérité des agissements communistes chez nous. Cependant, il semble bien que plusieurs encore n'y croient que superficiellement.

Je ne suis guère au fait de la mentalité ouvrière ; mais si j'en juge par le sentiment du petit nombre d'ouvriers que je connais, braves gens pourtant et très dignes de sympathie, le virus socialiste a déjà causé chez nous d'immenses ravages ; et peut-être serait-on surpris de la facilité avec laquelle un agitateur de talent trouverait des recrues dans cette classe jusqu'à présent si paisible. Ce virus révolutionnaire, on le retrouve et on doit le combattre jusque chez les colons qu'on a tirés de la ville pour les placer sur des terres. C'est avec autorité que souvent ils exigent la charité ; et la charité doit s'étendre bien au-delà du nécessaire. Il n'y a pas lieu, sans doute, de vouer ces braves gens aux gémonies, mais il y a tout de même un état d'esprit à constater.

Il est indéniable que les doctrines anti-sociales trouvent un champ beaucoup plus préparé dans les classes ouvrières que dans les classes rurales. Il est si facile de s'assembler dans les villes et d'y trouver des auditoires ! De plus, l'ouvrier qui chôme est si vite tombé dans la misère, et il voit d'une façon si claire l'exploitation qu'il a dû subir de la part de capitalistes peu scrupuleux !

Dans les campagnes la misère est plus lente à faire son apparition. Le cultivateur le plus pauvre mange à sa faim, aussi longtemps qu'il n'est pas dépossédé. Habitué à compter sur la Providence, il espère plus facilement le retour prochain de la prospérité ; il a son logis d'où personne ne le chasse, du bois pour réchauffer sa maison et cuire ses aliments, de l'eau gratuite et de la lumière à bon compte ; et les voisins, à l'occasion, sont charitables, parce qu'on se connaît bien. Il est rare que la pauvreté soit générale et les malheureux ne sont qu'une infime minorité. Les doctrines subversives, qui germent toujours dans la misère, n'ont guère de prise dans ce milieu.

A la campagne, je l'ai constaté moi-même, il est facile de faire rentrer dans le rang ceux qui en sont sortis. Ainsi, sans effort, avec quelques bonnes paroles seulement et des conseils appropriés, j'ai ramené à la soumission et au bon sens des colons qui avaient apporté de Montréal des principes assez peu conformes à la doctrine sociale de l'Église. C'est que le paysan aime à voir le prêtre à ses côtés, pour se confier

à lui dans tous ses besoins. Il sait qu'il n'a pas de meilleur ami que le prêtre.

D'ailleurs, qui ne sait que les problèmes sociaux ne naissent et ne deviennent aigus que dans les agglomérations d'ouvriers, surtout dans les grandes villes ? Ceci est tellement vrai que longtemps on n'a considéré la question sociale que du point de vue de l'ouvrier. Certains sociologues ont même prétendu que la question sociale, c'était la question ouvrière ; façon évidemment trop étroite d'envisager les choses. Mais le point de départ de bien des problèmes sociaux n'est-il pas dans la classe ouvrière même ? Tant que notre peuple a été agriculteur, il ne fut jamais question d'assurances sociales, d'allocations familiales, etc. On n'en parlerait pas plus aujourd'hui, si les conditions n'étaient changées. Mais les Canadiens français sont devenus ouvriers, et alors ces problèmes, qu'on aurait cru devoir se poser seulement chez les peuples vieux, se posent présentement chez nous, et c'est en face qu'il faut les considérer. Leur solution deviendra plus difficile encore, si l'on tarde à faire un très fort mouvement de retour à la terre et à rétablir l'équilibre entre la classe rurale et la classe urbaine, équilibre qui n'aurait jamais dû être rompu.

L'ordre économique ne nous engage-t-il pas à son tour à tourner nos esprits vers la terre ?

Je ne suis pas un économiste, hélas ! mais il me semble tout de même qu'il ne serait pas trop mal de prendre l'agriculture pour base de toute notre économie.

D'abord, Son Excellence Mgr Villeneuve le dit très bien, " l'observation la plus élémentaire constate que la première de toutes les richesses est la terre, qui répond aux besoins les plus immédiats de la vie humaine ". (Lettre à *l'Action catholique*, 12 janvier 1933.)

Il est normal que chacun travaille pour sa subsistance. Il est normal aussi qu'on assure cette subsistance de la façon la plus simple et la plus directe possible. Travailler d'abord pour faire de l'argent, pour se procurer ensuite le nécessaire, suppose un rouage économique plus compliqué que tirer immédiatement de son travail sa propre subsistance. Or, c'est le propre du cultivateur de trouver directement dans la culture des champs le pain, le vêtement, voire l'habitation.

Il est vrai que cette doctrine paraît bien démodée depuis une vingtaine d'années. On disait au cultivateur : " Tu es un industriel ; produis le plus possible et spécialise-toi. Fais de l'argent, et, pour faire de l'argent, travaille à conquérir les marchés. L'agriculture, c'est une question de marchés ! Avec de l'argent tu pourras tout comme les autres industriels te procurer le confort, le luxe ; tu pourras "rouler automobile" et offrir à ta femme et à tes filles les toilettes les plus somptueuses." Bel idéal, certes ! Une chose cependant boitait dans ce système. C'est que le cultivateur est un paysan et que d'ordinaire il n'est pas en mesure de mener ses affaires sur un si haut ton.

En désaxant ainsi l'agriculture, on abolit la petite industrie. On ne tissa plus à la maison ; on ne fila plus. Plus de champs de lin pour la toile ! Plus de rouets ! Plus de boutique de menuiserie où l'on confectionnait les voitures et les instruments de la ferme. Plus de cordonnerie ni de sellerie à la maison ! Le bœuf fut remplacé par le tracteur, et l'on négligea même l'élevage des chevaux, parfois des veaux et des autres animaux domestiques. La culture du blé dans la province de Québec disparut presque entièrement et avec elle la boulangerie familiale. On produisait pour vendre et l'on achetait pour vivre. Et le résultat de tout ce régime économique ? La crise agricole présente. L'inflation qui régnait dans les autres domaines envahit l'agriculture, qui, elle aussi, eut son ère de spéculation. L'hérésie rurale fit un tel mal, même dans les cerveaux, que nos éducateurs oublient encore, à l'heure présente, de mettre dans les manuels d'enseignement rural des leçons sur la petite industrie. Il semble qu'on veuille l'enterrer à tout jamais ! Ils font acheter le pain, quand il faut le cuire ; ils conseillent l'achat d'instruments dispendieux, quand la main d'œuvre déborde, quand l'expérience démontre que la machinerie en agriculture comme ailleurs a donné lieu à des faillites multipliées par tout le pays ; ils conseillent aux petites ménagères de faire des crêpes avec du rhum, quand on les fait d'une façon plus économique avec des grillades de lard, de la farine, du lait et quelques œufs ; ils vont même jusqu'à conseiller de rester au village, quand, au Canada, pour être rural, il faut rester dans les "rangs", car le village est le vestibule de la cité. Plaise au Ciel que ces manuels déformateurs n'entrent point

dans nos petites écoles ! Leur influence aboutirait à un résultat justement contraire à celui qu'ils visent.

L'agriculture familiale, qui produit tout à la maison et sur la ferme, devrait donc permettre à plus de 50% de notre population de vivre dans une indépendance pratique. C'est déjà un beau résultat économique que la vie assurée à la moitié de la population.

Néanmoins le cultivateur le plus pratique devra avoir recours aux autres organismes de la société. Il devra même acheter certains produits de l'industrie et certaines denrées d'importation. Aussi il produira plus que pour lui-même et retirera de ce surplus le numéraire nécessaire à ces achats comme au paiement de ses taxes et cotisations. Mais ces déboursés ne sauraient être fort variables; par suite, l'industriel sera en mesure de fixer la somme de sa production et de régulariser le travail de sa main d'œuvre, à condition toutefois qu'il prenne pour base le marché domestique. Depuis quelques années, c'est le marché international qui sert de base à l'industrie. Or quel contrôle peut-on bien exercer sur le marché international ? C'est l'équilibre instable.

L'économiste averti qu'est M. Esdras Minville, disait à peu près la même chose dans une lettre à *l'Action catholique*, le 16 janvier dernier.

Le recensement de 1931 constate que plus de 60% de nos gens vivent dans les villes. Il est facile de deviner les conséquences économiques, sociales et nationales d'un pareil et continu glissement de notre population des centres ruraux vers les centres urbains. Au point de vue économique, c'est la rupture d'équilibre qui prive de plus en plus l'industrie de la province de son débouché le plus important et nous expose en bloc à la terrible action des crises.

Et plus loin dans la même lettre :

... Qu'on se garde bien de donner plus longtemps dans le godant de l'industrialisation de l'agriculture. Ce qu'il faut restaurer chez nous, c'est l'agriculture familiale, celle que l'on pratique pour y trouver sa vie d'abord, quitte ensuite à écouler sur les marchés l'excédent des productions...

... Je songe en outre à la petite industrie et à ses magnifiques perspectives dans la province de Québec, à la petite industrie qui compléterait l'agriculture et la stabiliserait en lui créant des débouchés à portée de la main, qui nous doterait du capital liquide dont nous avons besoin et nous pourvoirait d'ici une couple de

génération, de la pléiade d'hommes qui, rompus aux affaires, assumeraient la haute direction de notre vie économique...

Ces considérations suffisent pour mettre en lumière l'aspect économique de la question rurale et pour attirer l'attention de ceux qui ne croient pas que la richesse nationale réside tout entière dans les parts inscrites sur les tableaux de la Bourse ou dans les flots du capital mouillé et de la finance véreuse.

N'avons-nous pas un intérêt national à conserver notre peuple agriculteur et à favoriser son expansion terrienne ?

Si l'histoire signifie quelque chose, il faut bien répondre affirmativement à cette question. Tous les peuples qui ont prolongé leur vie au cours des siècles furent agriculteurs. Quand ils eurent abandonné la terre, ils brillèrent peut-être pendant quelque temps d'un éclat plus vif, mais cet éclat fut éphémère. L'Égypte, la Grèce, Rome, le peuple juif, le montrent bien. Plus près de nous la France, dont l'équilibre économique en même temps que psychologique résiste à tous les assauts, brille au-dessus de toutes les nations modernes. Et pourtant la France fut secouée ; mais elle avait de fortes assises rurales. La Hollande, le Danemark ne doivent leur survivance qu'à l'agriculture. Mussolini n'a pas cru devoir mieux faire que de provoquer un fort mouvement colonisateur au cœur même de l'Italie pour relever sa patrie et la replacer au rang des grandes nations.

Et la nôtre, notre histoire, n'est-elle pas assez suggestive ? Si le Canadien eût été marchand ou manufacturier en 1760, aurait-il conservé son caractère français ? serait-il même catholique ? Le paysan canadien fut fidèle à son clergé parce qu'il demeura paysan et agriculteur, et le clergé put ainsi le conserver. Il tira de la campagne ses chefs religieux et ses personnalités civiles, qui ont figuré et figurent encore au premier rang de la nation.

Nous étions entourés, cernés de toutes parts. Mais avec cet héroïque entêtement du colon venu sur nos bords avec un idéal de conquête, le paysan continua à conquérir. Il conquiert la forêt qu'il remplaça par l'or des moissons. Il brisa les cadres trop étroits qu'on lui avait donnés et pénétra pacifiquement mais constamment dans les Cantons de l'Est qu'on lui avait fermés. Il déborda sur l'Ontario et jusque

dans l'Ouest canadien. Pourtant, ses chefs le laissèrent saigner à grands flots, quitter les rives du St-Laurent et envahir les centres industriels de la Nouvelle-Angleterre, les vallées plantureuses du Mississipi, les bords des lacs Michigan et Supérieur, et même les montagnes lointaines de l'Orégon et du Montana.

Malgré tout, grâce au paysan canadien, nous sommes encore quelque chose au Canada ; nous le serons davantage, si nous voulons stimuler l'effort colonisateur qui se manifeste en ces temps d'incertitude et de malaise. Il est reconnu depuis longtemps que les villes sont des mangeuses d'hommes ; ce n'est donc pas de ce côté qu'il faut regarder pour assurer notre développement, mais du côté des champs. Une population urbaine de 20,000 habitants donne, par année, une couple de centaines de naissances. Un même nombre de paysans en donne mille. Cela se comprend sans difficultés : les santés sont meilleures à la campagne et la morale y est plus relevée.

Déjà l'essor de notre province fait fléchir la représentation des autres provinces aux Communes. N'est-ce pas un signe évident que notre race possède en elle des possibilités de développement supérieures à celles des autres ? et s'il est légitime d'aspirer à prendre toute la place qui nous revient dans ce pays que nous avons découvert et fondé, ne serait-ce pas lâcheté de négliger le moyen le plus apte d'y arriver : la poussée rurale et colonisatrice ?

Monsieur Montpetit remarquait l'an dernier, au Congrès de Colonisation tenu à Montréal, que tous les pays voyaient des avantages incontestables dans la colonisation et qu'ils faisaient des sacrifices inouïs pour édifier leur empire colonial. Il concluait par ces mots : " Ce qui est bon pour les autres ne serait donc pas bon pour nous-mêmes ? " Et pourtant ces pays doivent coloniser à l'étranger, faute de territoire colonisable chez eux. Nous avons à nos portes des milliers d'hectares de bonne terre ; pourquoi les laisser en friche, quand un problème de population semblable à celui des pays surpeuplés se pose dans la vieille partie de la province de Québec ?

Je n'ai pas besoin d'insister sur le côté religieux de la question. Nous sommes encore chrétiens grâce à nos " habitants ". Les autres classes ont fléchi considérablement en matière de foi. Nos villes se fournissent à peine de prêtres. Nos communautés religieuses sont remplies de fils et de

filles de cultivateurs. N'était cette atmosphère religieuse conservée par l'élément rural, le zèle évangélique et la piété diminueraient d'une façon alarmante dans les classes ouvrières des villes.

Voilà des considérations qui nous engagent à favoriser chez nous l'expansion agricole.

Quelques-uns se demandent pourtant si nous avons assez de terres qui conviennent à la culture pour opérer un grand mouvement colonisateur.

Heureusement, les territoires ne manquent pas. C'est par milliers, par millions qu'on compte les acres de terre propres à la culture dans notre province, encore couverts par la forêt. De la Gaspésie au Témiscamingue, de la côte Nord aux confins de l'Abitibi, on peut faire surgir, en suivant seulement la poussée colonisatrice de notre peuple et en l'orientant au besoin, des centaines de paroisses en quelques années. Puis, Québec rempli, l'Ontario ? l'Ouest ? Il n'y a qu'à ne pas comprimer ce mouvement d'expansion qui gonfle le cœur de la race. C'est pour l'avoir comprimé qu'on a assisté au lamentable exode des nôtres aux États-Unis. Depuis deux ans près de dix mille familles sont retournées à la terre. Plus de dix mille autres attendent une toute petite poussée pour faire de même. Et nos jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans — il y en a plus de dix mille — qui voudraient, eux aussi, "s'établir" et fonder un foyer...

Ces perspectives nous réjouissent en même temps qu'elles nous font trembler. Aurons-nous un mouvement de colonisation adéquat aux besoins présents ?

La réponse demeure incertaine.

Mais qu'il serait beau le geste de l'homme d'État qui procurerait ainsi à sa race l'occasion de s'étendre, de se multiplier, de répondre à ce besoin inné d'expansion et de conquête qu'elle apporta sur les rives du St-Laurent ! Comme son nom serait grand dans l'histoire !

Cet homme, la race le fera naître quand l'intelligence se mettra chez nous au diapason de l'instinct national pour exiger, elle aussi, un fort mouvement agricole et une vigoureuse poussée vers les terres neuves.

Abbé Georges-Marie BILODEAU,
missionnaire-colonisateur.